

La survivance par symbiose

Claire Quintal

Number 9, 1999

Les relations entre le Québec et la francophonie nord-américaine

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1004957ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1004957ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa
Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1183-2487 (print)

1710-1158 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Quintal, C. (1999). La survivance par symbiose. *Francophonies d'Amérique*, (9), 73–85. <https://doi.org/10.7202/1004957ar>

LA SURVIVANCE PAR SYMBIOSE

Claire Quintal
Institut français
Collège de l'Assomption (Worcester, Mass.)

En 1978, le gouvernement du Québec, sous l'égide de son premier ministre René Lévesque, lança une invitation aux francophones dispersés sur tout le continent à venir « parler » aux Québécois¹. C'était renouer avec une tradition vieille d'un siècle. Lorsque la Société Saint-Jean-Baptiste fêta son quarantième anniversaire de fondation à Montréal, en 1874, plusieurs milliers de Franco-Américains avaient répondu à l'appel de participer aux célébrations ainsi qu'au défilé. Ils y prirent même la parole, prononçant des discours qui furent largement commentés par la presse de langue française des deux côtés de la frontière². Ces « Canadiens français des États-Unis », comme on les appelait alors, allaient participer par la suite à d'autres fêtes de la sorte³. En 1934, lors du centenaire de cette même Société Saint-Jean-Baptiste, les mutuelles franco-américaines — l'Association canado-américaine et l'Union Saint-Jean-Baptiste — se rendirent en grand nombre aux célébrations⁴.

« Fidèles en cela à leurs devanciers, un certain nombre de délégués franco-américains répondirent à l'appel d'assister aux Rencontres des peuples francophones d'Amérique qui eurent lieu à la fin des années 70 et au courant des années 80. Dès 1981, « la participation franco à la planification des Rencontres francophones de Québec est institutionnalisée, lors de la création de la Commission consultative de la Corporation des rencontres francophones qui comprend cinq Francos et cinq Canadiens français des Maritimes, de l'Ontario et de l'Ouest⁵ ». C'est au cours de cette même année qu'eut lieu l'inauguration du Secrétariat permanent des peuples francophones (SPPF) qui cherche à être un lieu de rencontres et un centre d'expositions pour la francophonie nord-américaine.

Avec la venue à Québec, en 1980, de douze « militants » franco-américains, on peut avancer que jamais, depuis les efforts gouvernementaux en faveur du rapatriement un siècle plus tôt, il n'avait existé de rapports aussi officiels ni aussi directs avec le gouvernement de l'ancienne mère patrie⁶. C'est de cette réunion que naîtra l'ActFANE (Action pour les Franco-Américains du Nord-Est), qui englobe l'État de New York et les six États de la Nouvelle-Angleterre, et qui se donne pour but de coordonner les efforts de maintien et de développement culturels ainsi que d'être le porte-parole des droits des Franco-Américains auprès des gouvernements, y compris celui du Québec. Voulant éviter de tomber dans le piège de la survivance vieux jeu, l'ActFANE,

forte de ses subsides, a pris résolument le parti de la modernité en insistant surtout pour que la voix du peuple se fasse entendre. Selon l'ActFANE, l'élite traditionnelle avait régné trop longtemps sur la destinée du groupe.

Au cours des années 60, les prêtres avaient laissé tomber la langue en voulant maintenir la nouvelle génération de Franco-Américains dans le giron de l'Église catholique. L'ActFANE allait larguer ses amarres avec les sociétés traditionnelles afin de maintenir les jeunes dans le giron ethnique. C'est l'ActFANE qui représentait les Franco-Américains au Sommet des chefs d'État des pays francophones à Québec en 1987⁷. Aussi longtemps que durèrent les subsides, et même pendant quelque temps après, l'ActFANE a pu assumer un rôle clé en Franco-Américanie, et la façon dont cet organisme avait été constitué garantissait des relations suivies avec la Délégation du Québec en Nouvelle-Angleterre.

Plus de cent ans auparavant, le Québec avait tâché d'enrayer le flot migratoire, devenu une saignée à blanc. La revanche des berceaux ayant forcé les gonds, le trop-plein de la population avait maintenant besoin de se déverser quelque part. Des centaines de milliers de personnes avaient dû quitter le Québec la mort dans l'âme, parce que le pays ne pouvait plus nourrir toutes les bouches. N'ayant pas les moyens d'acheter des terres pour y établir ses fils, l'habitant avait le choix de devenir défricheur loin des « vieilles paroisses » ou de faire comme Lorenzo Surprenant dans le roman *Maria Chapdelaine* qui vend sa terre et s'en va vers le sud pour devenir ouvrier d'usine. Les lamentations de la mère Chapdelaine en disent long sur le côté pénible de l'isolement de ces familles de « colons ». Pour comprendre le débat qui était engagé entre deux modes de pensée — on reste ou on part —, nous n'avons qu'à poursuivre la lecture de ce roman qui décrit si bien le dilemme auquel tant d'habitants d'alors étaient confrontés, dilemme d'une ampleur telle que Félix-Antoine Savard en fit le leitmotiv de *Menaud, maître-draveur*. La famille Chapdelaine est de celles qui sont non seulement restées mais qui sont devenues de véritables colonisateurs sur le sol du Québec. « Samuel a pensé à aller dans l'Ouest, un temps, dit la mère Chapdelaine, mais je n'aurais jamais voulu. » Lorenzo, lui, est le porte-parole de ceux qui sont partis. « Non, ça ne me tente pas de devenir habitant; pas en tout. Je gagne de "bonnes" gages là où je suis [Lowell, Mass.]⁸. » Le problème, pour lequel il n'existait pas de bonne solution, est ainsi cerné et résumé en quelques lignes.

La province avait tenté de rapatrier les siens en encourageant la colonisation. À la suite des glorieuses fêtes de la Société Saint-Jean-Baptiste à Montréal en 1874, l'Assemblée législative avait mis de côté des terres de la Couronne, proches de la frontière américaine, pour y créer une colonie de rapatriement appelée La Patrie. Le grand journaliste franco-américain Ferdinand Gagnon, de Worcester, avait été nommé comme agent pour les États-Unis. Pour mener à bien ce projet, Gagnon avait à sa disposition sa plume remarquable, son éloquence, reconnue de toutes parts et, bien sûr, son outil hors pair, le journal *Le Travailleur*, fondé par lui en 1874. Les premiers pionniers s'installèrent à La

Patrie dès 1875, encouragés sans doute par le fait que l'industrie américaine subissait, à ce moment-là, une crise économique qui allait durer de 1873 à 1879. En octobre de cette première année, un recensement de la colonie indiquait que plus de mille habitants, dont la moitié seulement venait des États-Unis, s'y étaient installés⁹. Ferdinand Gagnon, pour sa part, y expédia ses parents comme preuve de sa conviction et de sa bonne foi. Toutefois, à la fête de la Société Saint-Jean-Baptiste à Montréal en 1884, le Dr Gédéon Archambault, établi à Woonsocket, au Rhode Island, déclarait sans ambages : « le rapatriement est une utopie¹⁰ ». Si le rapatriement des émigrés vers leur province d'origine ne connut pas le succès qu'on espérait, s'il était même voué à l'échec à long terme, il faut tout de même prendre bonne note des multiples efforts mis en marche en sa faveur des deux côtés de la frontière.

C'est à cause de la survivance, pour la survivance et par la survivance, que les Franco-Américains vécurent pendant presque un siècle en symbiose étroite avec le Québec. Comment assurer cette survivance? Voilà la question qui hantait les chefs, laïques aussi bien que religieux, sur lesquels était dévolue la mission « d'encadrer », de « protéger », de « sauver » cette masse d'émigrés — on parle d'environ 900 000 départs du Québec pour les États-Unis de 1840 à 1930¹¹. Ayant quitté massivement le Québec pour s'en aller travailler dans les « factoreries » de la Nouvelle-Angleterre, les émigrants d'alors gardaient pour leur « pays » natal une affection telle qu'ils allaient, au nom de la survivance, créer dans leur pays d'adoption leurs propres institutions religieuses, scolaires, hospitalières, etc., dès qu'ils furent en mesure de le faire sur le plan économique. On peut avancer, sans crainte de se tromper, que les Franco-Américains adultes du XIX^e siècle et du début du XX^e, presque tous nés au Québec, vécurent dans leur esprit et dans leur cœur, sinon dans leur corps, en symbiose directe avec le Québec d'alors. Les chefs franco-américains de l'époque — curés, médecins, avocats, journalistes, « mutualistes » —, tout en tentant un difficile accommodement avec leur nouveau pays, calquaient leurs institutions et leurs sociétés sur celles du Québec : conventions générales et fondations de sociétés locales sur le modèle de la Société Saint-Jean-Baptiste du Québec ; paroisses, dites « nationales », où le français était la langue d'usage ; écoles tenues par des congrégations religieuses venues du Québec et de la France ; orphelinats ; hospices pour les vieillards ; et même des hôpitaux dans quelques centres importants.

Il n'est donc pas exagéré d'affirmer qu'entre 1860 et 1930, pour les Franco-Américains conscients de leurs origines, le Québec fut la « patrie morale »¹², sinon la patrie de résidence. Parmi eux, la plupart avaient fait leurs études dans cette mère patrie. Pour eux, les liens avec le Québec étaient d'ordre intellectuel aussi bien qu'émotionnel. Leur esprit, formé dans les collèges classiques, était imbu de l'idéologie de la survivance qu'ils avaient puisée à sa source. Pendant longtemps aussi, les jeunes de la deuxième génération de Franco-Américains — ceux qu'on destinait à la prêtrise ou aux professions libérales — faisaient leurs études classiques ou leur théologie au Québec,

sinon les deux. Ces jeunes sortaient des écoles paroissiales, où des femmes ou des hommes originaires du Québec leur donnaient une demi-journée de français. On peut donc parler de relations par la religion, par l'enseignement, par le journal, par la mutualité — relations qu'on peut qualifier de probantes puisque l'émigré se trouve « formé » du berceau à la tombe par des personnes d'origine québécoise.

Ces remarques d'ordre général ayant été faites, tentons de cerner de plus près ces relations Québec-Franco-Américanie en divisant l'époque en quatre périodes.

Première période

Cette première période fut marquée d'abord par l'indifférence puis par le rejet, du côté canadien, des fils qu'on croyait ingrats parce qu'ils émigraient en si grand nombre : « l'opinion généralement admise en Canada, était que, à bien peu d'exception près, tout ce qui passait aux États, serait perdu pour la nationalité et même pour la religion¹³ ». La célèbre phrase prononcée à l'Assemblée législative et attribuée à George-Étienne Cartier — « Laissez-les partir, c'est la canaille qui s'en va » — exprime trop bien l'esprit de mépris qu'on ressentait pour ces personnes qu'on qualifiait de dévoyées parce que, par leur départ en si grand nombre, elles étaient en train d'affaiblir la mère patrie. « L'émigré est présenté comme un faible qui succombe au mirage américain, un lâche qu'effraient les durs travaux de la colonisation et un traître à la terre des aïeux¹⁴. »

Le Québec leur tourna le dos, les abandonnant à leur sort d'émigrés sans le sou et sans beaucoup de bagage culturel. Ces migrants eurent tout de même des défenseurs. Honoré Beaugrand, dans *Jeanne la fileuse*, et Édouard Hamon, dans *Les Canadiens-Français de la Nouvelle-Angleterre*, firent d'eux un portrait plutôt flatteur. C'est un Breton, l'évêque de Burlington au Vermont, qui, devant cette arrivée massive, se décida à réagir en plaidant auprès de ses confrères de la hiérarchie québécoise pour qu'ils envoient des prêtres en Nouvelle-Angleterre avant qu'on ne perde une deuxième fois ces âmes baptisées. Si la province de Québec ne pouvait pas les retenir à la maison, au moins l'Église allait tenter de les maintenir sous son influence. Ce n'est donc qu'à partir de 1869, date de l'appel de l'évêque de Burlington, qu'on verra la troupe de choc du Québec ecclésiastique venir en Nouvelle-Angleterre pour encadrer et même pour enrégimenter cette masse informe et inculte.

Une lecture attentive du livre de Félix Gatineau sur les Conventions générales, qui eurent lieu de 1865 à 1901, montre à quel point les mêmes tentatives de solution au problème de l'émigration reviennent constamment à cette époque : il faut des prêtres du Québec pour encadrer les émigrés, nous avons besoin des congrégations religieuses du Québec pour éduquer les enfants de ces émigrés en leur apprenant leur langue maternelle ainsi que l'histoire héroïque de leur peuple. Sans ces cordons ombilicaux avec le Québec, il est clair que tout sera vite perdu. Ils le disent, ils le répètent sans cesse dans les nombreux discours prononcés à ces conventions¹⁵.

Deuxième période

L'Église du Québec allait réussir au-delà de toute espérance à maintenir la grande majorité des émigrants dans son orbite. Pour y arriver, elle avait à sa disposition, outre ses prêtres, les membres d'une quarantaine de communautés religieuses de femmes et d'hommes du Québec, convaincus de leur mission et prêts à tous les sacrifices pour assurer le salut de ces centaines de milliers d'«habitants» terriens qui du jour au lendemain furent, par la force des choses, transformés en ouvriers du textile habitant les villes industrielles de la Nouvelle-Angleterre. Ces congrégations réussirent le tour de force de former l'autre génération afin qu'elle ressemblât, autant que faire se peut, au modèle humain de l'idéal canadien-français, c'est-à-dire catholique jusqu'au tréfonds de l'âme et français d'esprit et de cœur¹⁶.

L'Église trouve aussi d'autres manières d'encadrer ses ouailles. Désire-t-on fonder un sanctuaire en Nouvelle-Angleterre, on utilisera celui de Sainte-Anne-de-Beaupré comme modèle du genre en fondant, à Sainte-Anne de Fall River, une réplique de celui du Québec. Les pèlerinages qui y ont lieu attireront des foules qui seront témoins de nombreux miracles. Veut-on promouvoir le mouvement des retraites fermées, c'est encore vers le Québec qu'on se tourne pour y trouver le modèle ainsi que des prêcheurs ayant fait leurs preuves. Les congrégations religieuses d'hommes — oblats, dominicains, jésuites — fourniront les hérauts de ce mouvement.

La symbiose Québec-Franco-Américanie n'est tout de même pas limitée à la religion et à l'enseignement. La mutualité en Nouvelle-Angleterre est sortie des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec et, lorsqu'il s'agit de fonder des banques pour encourager l'épargne et accorder plus de facilités de crédit pour aider la petite entreprise ou pour l'achat d'une maison, c'est vers le Québec qu'on se tourne, c'est à Alphonse Desjardins qu'on fait appel. Après la mise en place de la première caisse populaire, celle de Sainte-Marie fondée à Manchester (N.H.) en 1909, chaque paroisse dans les grands centres franco-américains aura bientôt la sienne, portant pour la plupart le nom de la paroisse ou des noms bien français¹⁷.

Troisième période

La troisième période, qui va de 1910 à 1930 environ, en est une d'acculturation — d'assimilation lente mais sûre des mœurs et du mode de vie d'un nouveau pays. C'est aussi l'époque de démêlés majeurs avec une hiérarchie catholique de souche irlandaise qui voyait d'un œil de plus en plus malveillant la fondation de tant de paroisses dites «nationales», autant dire d'inspiration canadienne-française chez les Franco-Américains. La paroisse franco-américaine est calquée sur celle du Québec, mais elle est soumise aux règles d'un pays étranger, règles sur lesquelles elle n'a pas prise. Ces règlements de l'Église américaine avaient été mis en place pour assurer que le pouvoir reste entre les mains d'une hiérarchie qui n'avait concédé à divers

groupes ethniques le droit d'avoir leurs propres paroisses que pour une période de transition qu'on espérait être de courte durée avant que l'acculturation soit suivie de l'assimilation.

Deux grands conflits avec la hiérarchie catholique marquent cette période pour les Franco-Américains, désireux de maintenir leurs églises de langue française, c'est-à-dire leur bien culturel aussi bien que religieux — le tout ayant ses souches au Québec — en face d'une Église irlando-américaine qui cherchait l'assimilation la plus rapide et la plus complète et qui n'hésitait pas à sévir durement pour atteindre son but¹⁸. Dans chaque différend, les Franco-Américains n'hésitaient pas à se tourner vers les canonistes et même les évêques du Québec pour recevoir aide morale et conseils juridiques¹⁹. Même les chefs et les journalistes du Québec appuyaient ces efforts de revendication²⁰. La «Querelle du Maine» (1906-1913) mit aux prises les Franco-Américains de cet État avec leur évêque, Louis Walsh, sur le sujet épineux de la *Corporation Sole*, système de gouvernement ecclésiastique américain selon lequel tous les biens d'un diocèse appartiennent de droit à l'évêque, ce qui enlève toute autorité des mains des paroissiens.

En pleine controverse du Maine, la Société du parler français avait convié à Québec, en juin 1912, au Premier Congrès de la langue française, non seulement les Canadiens français eux-mêmes mais aussi les «Canadiens français ou Acadiens des États-Unis». Ces assises reprenaient en quelque sorte le concept des retrouvailles du XIX^e siècle, organisées par les Sociétés Saint-Jean-Baptiste de Montréal et de Québec, qui avaient attiré des milliers de Franco-Américains.

L'autre lutte avec les autorités hiérarchiques se déroula une dizaine d'années plus tard dans le sud de la région, soit dans le Rhode Island dont le diocèse de Providence couvre tout l'État²¹. On peut aller jusqu'à déclarer que le mouvement de *La Sentinelle* (1924-1929), qui mit aux prises des Franco-Américains du Rhode Island avec leur évêque irlando-américain, ainsi que la controverse *Corporation Sole* dans le Maine plongeaient leurs racines dans les paroisses du Québec où les laïcs pouvaient exercer une certaine autorité sur les biens paroissiaux, contrairement aux États-Unis où tout se trouvait soumis à l'autorité de l'évêque. Une soixantaine de Franco-Américains furent excommuniés pendant la querelle qui se déroula dans le Rhode Island. Dans chacune de ces luttes à outrance, l'acharnement de certains prêtres et laïques à maintenir «leur» paroisse, «leur» école, «leur» bien montre à quel point les régiments religieux avaient bien fait leur œuvre. À Woonsocket et à Central Falls, au Rhode Island, dans les années 20, on se faisait excommunier plutôt que de s'assimiler. Pour les Franco-Américains de l'époque, le Québec était bel et bien resté la source d'idées et de comportement.

Quatrième période

Puis vint la crise des années 30. «En raison de la récession économique, les États-Unis ont pratiquement fermé leurs frontières à l'immigration privant

ainsi les communautés franco-américaines de l'apport vivifiant de nouvelles recrues²².» Les Franco-Américains se replièrent sur eux-mêmes dans les Petits Canadas, heureux de pouvoir se nourrir, de vivre tout simplement, en attendant des jours meilleurs. La survivance reçut néanmoins un regain de vie lorsqu'en 1937 les Franco-Américains furent conviés à Québec pour le Deuxième Congrès de la langue française. Ils s'y rendirent, eurent leur mot à dire, firent part à leurs cousins du Québec de la situation en Franco-Américanie sur la paroisse, l'école, la presse, la mutualité, etc., et y firent bonne figure. Leur venue avait été « préparée » en quelque sorte par la diffusion, de 1933 à 1936, au poste radiophonique CKAC de Montréal, de vingt-six « causeries », publiées en 1936 par l'Association canado-américaine²³.

Ni d'un côté ni de l'autre ne pouvait-on prévoir les effets que la Seconde Guerre mondiale allait avoir sur des enclaves ethniques qui vivaient plus ou moins en vase clos avec tout au plus une ouverture matérielle du côté américain pour assurer leurs moyens de subsistance et une ouverture spirituelle et intellectuelle, plus grande celle-là, vers le Québec d'avant-guerre. La génération de Jack Kerouac, celle qui avait fait la guerre, était décidée à profiter enfin du fait que ses membres étaient des citoyens à part entière du pays le plus riche du monde. Ceux-ci voulaient s'asseoir à la table de la majorité et s'attaquer à belles dents aux bienfaits que conférait cette citoyenneté. Ils voulaient vivre enfin, se délester de leur « fardeau » ethnique mais non pas de la pratique religieuse. La langue leur pesait plus lourd que la religion, dont la pratique pouvait se faire en anglais. Ils continuèrent à fréquenter soit leur ancienne église paroissiale, soit une nouvelle église en banlieue où tout se passait en anglais, ce qui les arrangeait puisqu'ils n'enseignaient pas le français à leurs enfants. C'est ainsi que, n'ayant pu « sauver » la langue, les paroisses des Petits Canadas voulurent tout au moins « sauver » l'âme de leur ouailles en se transformant petit à petit, mais de façon inéluctable, en paroisse où l'anglais dominait. Or c'est la langue française qui constituait, et qui constitue toujours, le lien ombilical avec le Québec. Lorsqu'on ne parle plus la même langue, comment se comprendre, comment avoir des relations suivies ?

Mais tout ne se perdit pas du jour au lendemain. En 1952, devant la dégringolade, les chefs des deux côtés de la frontière organisèrent le Troisième Congrès de la langue française, présidé par un Franco-Américain, M^{sr} Adrien Verrette. À cette occasion, l'Université Laval mit un certain nombre de Franco-Américains en vedette en décernant un doctorat honorifique à quelques-uns d'entre eux, dont M^{sr} Verrette et les présidents des deux grandes sociétés mutuelles — ces piliers de la survivance : Adolphe Robert, de l'Association canado-américaine, et Henri Goguen, de l'Union Saint-Jean-Baptiste. Encore une fois, des Franco-Américains jeunes, aussi bien que moins jeunes, purent prendre contact avec la mère patrie, toucher du doigt leur civilisation ancestrale, se rendre compte que celle-ci valait la peine qu'on maintienne avec elle des relations si on désirait laisser la porte ouverte à toutes sortes de possibilités d'ordre culturel.

Pour que certaines de ces possibilités puissent continuer à porter fruit, il existait en Nouvelle-Angleterre des organismes qui avaient fait leurs preuves et qui, de pair avec la paroisse et l'école, avaient peiné dans les tranchées de la survivance. Des deux plus grandes sociétés mutuelles, l'Association canado-américaine (1896) et l'Union Saint-Jean-Baptiste (1900)²⁴, c'est la première — les « Canados » — qui maintient depuis sa fondation des liens étroits avec les membres québécois ; ceux-ci constituent d'ailleurs aujourd'hui plus de la moitié de leurs effectifs. La presse de langue française, qui avait compté une quinzaine de journaux²⁵ influents dans son âge d'or et dont le dernier à fermer ses portes, en 1978²⁶, fut *Le Travailleur* de Wilfrid Beaulieu, comptait des collaborateurs au Québec et véhiculait à longueur de colonnes les idéologies du Québec, sachant bien que cela intéresserait ses lecteurs, surtout ceux qui étaient originaires du Québec ou qui y avaient fait leurs études.

La vénérable Société historique franco-américaine, dont l'année 1999 marque le centenaire, fait régulièrement appel depuis sa fondation à de grands conférenciers du Québec pour fouetter l'enthousiasme à l'égard du « fait français²⁷ ».

Le Comité de vie franco-américaine, fondé en 1947, est calqué sur le Conseil de la vie française mis sur pied après le Congrès de 1937 à la suite de la proposition d'un avocat de Woonsocket, M^e Eugène Jalbert. Celui-ci avait fait ses études au Québec ainsi qu'aux États-Unis. Ce comité allait organiser onze congrès de 1949 à 1983, afin d'assurer que la survivance en Nouvelle-Angleterre puisse continuer à être une réalité et non point un beau rêve qui n'avait pu survivre aux décès des premières générations qui avaient le Québec dans leur corps aussi bien que dans leur esprit²⁸.

On confia aussi la tâche de former une autre génération à la Fédération féminine franco-américaine (1951) qui se donna comme devise « Protégera nos foyers ». Il faut entendre par là la consigne de maintenir, au moins au foyer, cette langue maternelle sans laquelle aucune relation autre que généalogique ou touristique ne serait plus possible avec le pays ancestral. Cette fédération eut à cœur de maintenir ses relations avec le Québec en y tenant trois de ses congrès, entre 1953 et 1991, et en maintenant des contacts étroits avec le consulat du Canada et la Délégation du Québec²⁹.

En 1980, à cette troisième Rencontre des peuples francophones d'Amérique, subventionnée par le Québec et placée sous la direction du dramaturge Marcel Dubé, on m'avait demandé de présenter un texte sur les relations entre le Québec et les Franco-Américains. Cet article³⁰, après avoir tenté de cerner la situation d'alors, articulait la pensée suivante : sans le Québec, notre culture, dite franco-américaine, est vouée à une mort à brève échéance. Dans la salle se trouvait des Franco-Américains, dont Normand Dubé (1932-1988), alors le directeur du National Materials Development Center. Situé en banlieue de Manchester (N.H.), ce centre, qui recevait ses subsides du gouvernement fédéral américain, avait pour mission de créer des manuels scolaires pour les enfants inscrits dans les programmes bilingues français-anglais du Nord

de la Nouvelle-Angleterre et de la Louisiane. Pour eux, une prise de position comme la mienne « rabais[sait] les Francos au niveau de quémandeurs, et, plus encore, ouvr[ait] la Franco-Américanie à la colonisation culturelle par le Québec³¹ ». Une discussion vive et passionnée s'ensuivit. Pour Normand Dubé, les Franco-Américains ayant atteint leur maturité comme groupe ethnique n'avaient plus du tout besoin du Québec. Ils pouvaient voler de leurs propres ailes du point de vue culturel.

Je n'ai pas gagné la partie ce jour-là. Au contraire, même les Québécois semblaient fascinés par la passion de cet interlocuteur. C'était comme si leur enfant chéri, ayant grandi, partait en claquant la porte. Et tout en déplorant son départ — il était tout de même revenu pour se faire entendre —, on se félicitait tout bas du dynamisme et de l'esprit d'indépendance de cet être qu'on avait nourri de sa sève pendant si longtemps et amené au point où celui-ci pouvait maintenant se déclarer libre de toute ingérence.

Hélas, il faut avouer que, tout comme celui qui gagne une bataille pour ensuite perdre la guerre, les Franco-Américains ne purent maintenir une identité propre comme peuple qu'aussi longtemps qu'ils vécurent en symbiose étroite avec le Québec, symbiose qui put parfois paraître étouffante. Dans les années 30, le chef des Sentinellistes, Elphège-J. Daigneault, déclarait: « Mais, jamais le groupe franco-américain ne survivra, comme entité ethnique, s'il se détache de la province de Québec³². »

Sorti aguerri du deuxième conflit mondial, le peuple franco-américain voulut tout de même s'affranchir de ses Petits Canadas — devenus pour lui ni plus ni moins que des ghettos ethniques —, de l'école paroissiale bilingue — où le français était la langue d'usage pendant au moins la moitié de la journée scolaire —, de la paroisse dite « nationale » — où tout se passait en français, y compris la confession —, en un mot du carcan des institutions mises en place pour maintenir le peuple catholique et francophone. C'était un milieu où les liens avec le Québec allaient de soi parce qu'on y vivait entouré de personnes nées et éduquées au Québec, parce qu'on avait encore de la parenté au Québec, parce qu'on priait un bon Dieu qui avait l'air du grand-père venu du Québec, parce qu'on déposait sa petite épargne dans une caisse populaire, calquée autant que faire se peut sur le modèle créé par Alphonse Desjardins, enfin parce qu'on achetait son assurance de l'une ou de l'autre des sociétés fraternelles créées en Nouvelle-Angleterre pour encadrer les Franco-Américains et dont les premiers chefs avaient, eux aussi, été formés au Québec. Les Franco-Américains étaient des Canadiens français sans s'en rendre compte. C'est pourquoi ils se sentaient à l'aise au Canada français qui était alors non pas le Québec tout court, mais la Province de Québec.

Les Franco-Américains, comme Normand Dubé, qui se faisaient fort d'émuler le Québec sans avoir à en dépendre, ne firent néanmoins point la fine bouche lorsque le Québec offrit de subventionner un organisme-parapluie à qui on donna le nom d'ActFANE pour veiller à la graine montante. Depuis

environ 1995, cet organisme ne se voit plus, hélas, en mesure de jouer ce rôle, faute de fonds et d'effectifs.

L'intérêt des médias du Québec pour leurs cousins franco-américains fait surface de temps à autre comme lors de l'ouverture à Woonsocket, en 1997, d'un Musée du travail et de la culture où les Franco-Américains sont mis en vedette. *Les Tisserands du pouvoir* (1988), un film du cinéaste québécois Claude Fournier, sur cette même ville de Woonsocket, raviva la curiosité des Québécois pour l'émigration et pour *La Sentinelle*, tout comme le documentaire de Daniel Louis, *Bien des mots ont changé*, tourné en 1978, avait rappelé aux Québécois l'existence de leur cousinage de l'autre côté de la frontière.

Les commissions culturelles, constituées dans chaque État de la Nouvelle-Angleterre et approuvées par les législatures respectives de ceux-ci — à partir de celle du Massachusetts en 1968 —, se veulent, comme l'indique d'ailleurs leur nom officiel, des Commissions d'échanges culturels avec le Québec. Faute de fonds et, faut-il le dire, d'intérêt, ces commissions ne jouent plus le rôle qu'on avait espéré d'elles. Le dynamisme de leurs premières années ne s'est pas maintenu, ce qui prouve à nouveau que le bénévolat en Nouvelle-Angleterre franco-américaine ne réussit pas à poursuivre une œuvre cohérente et durable au-delà de la première génération des fondateurs de telle ou telle œuvre. Pour le moment, seules les sociétés de généalogie semblent avoir franchi cet obstacle majeur.

Y-a-t-il possibilité de tisser des liens nouveaux avec le Québec et de maintenir ce qui existe déjà? Il faut tout au moins espérer que cela sera possible.

Les Clubs Richelieu maintiennent des relations inter-clubs avec le Québec grâce à leurs congrès annuels et à leurs dirigeants. Des Franco-Américains occupèrent même le poste de président-international de cet organisme. L'Institut français d'Assumption College à Worcester entretient des relations assez suivies avec le milieu universitaire québécois par l'intermédiaire de ses colloques et de ses publications. Le Centre franco-américain de Manchester (N.H.), qui jouit de la protection de l'Association canado-américaine, maintenant connue sous le nom de ACA Assurance, ainsi que l'émission télévisée *Bonjour*, subventionnée par ce même organisme, assurent une visibilité accrue aux Franco-Américains ainsi qu'aux Québécois. Des Franco-Américains siègent encore aujourd'hui au Conseil de la vie française, dont le secrétariat se trouve à Québec.

Dans les années à venir, les généalogistes seront-ils les seuls à vouloir visiter le Québec en grand nombre? Seront-ils les seuls à aller voir tel petit village du Québec, tel rang éloigné, pour se souvenir, pour questionner, pour se demander pourquoi un Québec trop pauvre, trop peu industrialisé, ayant trop d'enfants à nourrir, a dû les laisser partir au XIX^e siècle, et même au XX^e, vers d'autres cieux si proches du point de vue géographique, mais si loin par la mentalité qui y régnait?

Si l'avenir s'avère sombre pour les relations entre le Québec et les Franco-Américains, on ne peut pas se permettre d'oublier qu'entre 1870 et la

Seconde Guerre mondiale un cordon ombilical culturel reliait la Franco-Américanie et le Canada français. Une véritable symbiose religieuse et intellectuelle existait alors entre le Québec et les États du Nord-Est des États-Unis — surtout ceux de la Nouvelle-Angleterre —, alimentée par un va-et-vient constant de part et d'autre de la frontière. Prêtres, membres des communautés enseignantes, journalistes, conférenciers, aussi bien que les émigrés eux-mêmes, qui traversèrent la frontière avec leur bagage culturel de valeurs centennaires, créèrent puis consolidèrent des liens qui devinrent très étroits entre ces tronçons d'une même souche. Établis de part et d'autre de la frontière, ces deux groupes vécurent pendant longtemps en frères siamois avant d'être séparés par des circonstances centrifuges inéluctables. Ces relations ne se désagrégèrent que petit à petit sous le poids de deux cultures disparates, indépendamment de la volonté des uns et des autres.

NOTES

1. Le thème du congrès était « L'Amérique francophone parle aux Québécois ».

2. Voir à ce sujet Robert Rumilly, *Histoire des Franco-Américains*, Montréal, Union Saint-Jean-Baptiste, 1958, p. 68-75. Rumilly porte le chiffre à 18 000 et donne une liste des délégations présentes. Fall River envoie six cents personnes! « [...] les frères des États-Unis sont les héros de ces journées prodigieuses » (p. 70). Ferdinand Gagnon, l'abbé Charles Dauray de Woonsocket, l'abbé J.-B. Primeau de Worcester, et le major Edmond Mallet y prirent la parole et « furent très remarqués ». Voir aussi à ce sujet Édouard Hamon, s.j., *Les Canadiens-Français de la Nouvelle-Angleterre*, Québec, N.S. Hardy, 1891, p. 50-51 et H.-J.-J.-B. Chouinard, *Fête nationale des Canadiens-Français*, Québec, Imprimerie A. Côté et Cie, 1881, et Imprimerie Belleau, 1890. On lit à la p. 44 du premier volume: « plus de deux cents cinquante wagons, chargés de passagers étaient arrivés à la gare Bonaventure. Ces passagers étaient des Canadiens français émigrés depuis plusieurs années aux États-Unis ».

3. Notamment celles de 1880, 1884, 1889. Voir aussi P. Ph. Cha-

rette, *Noces d'or de la Saint-Jean-Baptiste*, Montréal, Typ. du journal *Le Monde*, 1884, pour les discours de M. le curé Dauray, de Ferdinand Gagnon, du Dr Gédéon Archambault et de Moïse Metivier. « La troisième séance du Congrès National était consacrée aux Acadiens et Canadiens émigrés » (p. 347).

4. Adolphe Robert, *Mémorial des actes de l'Association canado-américaine*, Manchester, L'Avenir national, 1946, p. 325-327; Sœur Florence Marie Chevalier, S.S.A. « The Role of French National Societies in the Sociocultural Evolution of the Franco-Americans of New England from 1860 to the Present », The Catholic University of America, Ph.D., 1972, p. 246; Robert Rumilly, *op. cit.*, p. 494-495.

5. Armand Chartier, *Histoire des Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre 1775-1990*, Québec, Septentrion, 1991, p. 368.

6. « En avril 1980, le gouvernement du Québec intervient d'une façon déterminante dans la vie franco-américaine: le ministère des Affaires intergouvernementales invite à Québec douze "militants" pour étudier l'état présent de la Franco-Américanie et pour élaborer avec eux un plan d'ac-

tion global dans le domaine de la coopération culturelle » (A. Chartier, *op. cit.*, p. 369). Voir aussi les pages intitulées « Présence du Québec », p. 365-373.

7. L'ActFANE organisa aussi les délégations franco-américaines aux Sommets de Dakar (1989), de Paris (1991) et de Maurice (1993).

8. Louis Hémon, *Maria Chapdelaine*, Paris, Bernard Grasset, 1924, p. 78-79.

9. Marcus Lee Hansen et John Bartlet Brebner, *The Mingling of the Canadian and American Peoples*, vol. I *Historical*, New Haven, Yale University Press, 1940, p. 170-171. Ceux-ci parlent aussi de la compétition avec le projet fédéral cherchant à rapatrier les Franco-Américains vers le Manitoba. Le père de Gabrielle Roy fut de ce nombre. Après avoir vécu à Lowell (Mass.), c'est vers l'Ouest qu'il se dirigea. Voir François Ricard, *Une vie*, Montréal, Boréal, 1996, p. 16-17. Voir aussi à ce sujet Ralph D. Vicerio, « Immigration of French Canadians to New England, 1840-1900: A Geographical Analysis », University of Wisconsin, Ph.D., 1968, p. 210, 232-236. Sur la colonisation, voir p. 224-227.

10. P. Ph. Charette, *op. cit.*, p. 413.

11. Yves Roby, « Un Québec émi-gré aux États-Unis. Bilan historiographique », dans Claude Savary (dir.), *Les rapports culturels entre le Québec et les États-Unis*, Québec, IQRC, 1984, p. 105.
12. Selon Y. Roby, p. 110, l'expression est de Ferdinand Gagnon. À la page 118, Roby déclare : « Les biographies de leaders franco-américains illustreraient jusqu'à quel point le Québec demeurerait présent dans leur univers mental. » Pour le grand nombre de Franco-Américains inscrits dans les collèges classiques du Québec, voir Claude Galarnau, *Les collèges classiques*, Montréal, Fides, 1978.
13. E. Hamon, *op. cit.*, p. 48.
14. Y. Roby, *op. cit.*, p. 106. Pour l'opinion franco-américaine, voir la Proclamation de la Convention de 1872 : « Il est vrai qu'on peut dire sans crainte que les Canadiens du Canada ont toujours eu "la dent sur ceux des États-Unis" » (Félix Gatineau, *Historique des Conventions générales des Canadiens-Français aux États-Unis 1865-1901*, Woonsocket (R.I.), Union Saint-Jean-Baptiste, 1927, p. 27).
15. Ces conventions, qui eurent lieu de 1865 à 1901, surtout dans les villes de la Nouvelle-Angleterre, mais aussi à New York — la première —, à Chicago et à Détroit, attirèrent des éminences québécoises qui assistaient aux assises et qui y prononçaient des discours. Voir F. Gatineau pour plus de détails.
16. Voir Gérard-J. Brault, « The Achievement of the Teaching Orders in New England : The Franco-American Parochial Schools », dans Claire Quintal (dir.), *Steeple and Smokestacks*, Worcester, (Mass.), Institut français, 1996, p. 267-291.
17. La Caisse populaire — appelée *Credit Union* en anglais — de Fitchburg (Mass.), porte le nom Immaculée-Conception, récemment raccourci à I.C. Celle de Lowell (Mass.), se nomme Jeanne-d'Arc. Voir Sr F.M. Chevalier, p. 334, tableau 11, pour des statistiques sur ces banques au nombre de 49 en 1960, dont 18 au Massachusetts.
18. C'est ainsi que les Petites Franciscaines de Marie, fondées en 1889, et les Sœurs de Sainte Jeanne-d'Arc, fondées en 1914, toutes deux à Worcester (Mass.), se virent obligées de déménager leur maison-mère au Québec, l'une à Baie Saint-Paul et l'autre à Sillery, faute de l'appui de l'ordinaire de Springfield.
19. Le chef de *La Sentinelle*, Elphège-J. Daignault (1879-1937), qui avait fait ses études au Séminaire Saint-Charles-Borromée de Sherbrooke, puis au collège Sainte-Marie de Montréal, se tourna vers des canonistes chevronnés du Québec pour le guider dans le dédale du Vatican. Voir à ce sujet Y. Roby, *op. cit.*, p. 107 et surtout note 11, p. 122. Il ne faut tout de même pas oublier que les anti-sentinelistes avec à leur tête Elie Vézina de l'Union Saint-Jean-Baptiste et M^{re} Charles Dauray, curé-bâtitseur de la paroisse du Précieux Sang de Woonsocket, eurent pour eux Henri Bourassa, qui, du 15 au 19 janvier 1929, publia dans *Le Devoir* cinq articles « qui sont un éreintement de Daignault et du mouvement sentinelliste » (A. Chartier, *op. cit.*, p. 160-161).
20. « Les leaders franco-américains qui dirigent la résistance se méritent non seulement l'appui mais l'admiration sans équivoque de Québécois influents » (Y. Roby, *op. cit.*, p. 111). Le cas de Jean-Léon-Kemner Laflamme (1872-1944) est intéressant à cet égard. Elevé à Lewiston (Maine), mais ayant fait ses études au Petit Séminaire de Québec, celui-ci allait œuvrer comme journaliste en Nouvelle-Angleterre : au *Messenger* de Lewiston, à *L'Indépendant* de Fall River, puis à *La Tribune* de Woonsocket et à *L'Action sociale* de Québec, avant de fonder *La Revue franco-américaine* à Québec en 1908. C'est dans cette revue qu'il se constitua le défenseur des droits des paroissiens franco-américains dans le conflit avec leur évêque de Portland (Maine). Voir aussi R. Rumilly, *op. cit.*, p. 411.
21. Même avant ces deux grands conflits, les Franco-Américains avaient eu maille à partir avec la hiérarchie américaine : Fall River (Mass.) (1884-1886), Danielson (Connecticut) (1894-1896), North Brookfield (Mass.) (1899). « *The Franco-Americans were undoubtedly supported and, perhaps, led in their struggle against assimilation by both lay and clerical leaders in Quebec, which was in a very hotheaded state at this period* » (Mason Wade, « The French Parish, and *Survivance* in Nineteenth Century New England », *The Catholic Historical Review*, vol. XXXVI, n° 2, juillet 1950, p. 184-185).
22. Y. Roby, *op. cit.*, p. 112.
23. Adolphe Robert (dir.), *Les Franco-Américains peints par eux-mêmes*, Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1936. Selon Yves Roby, p. 111, ces conférences avaient été « prononcées à CKAC grâce à l'initiative conjointe de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et de Daignault ». Celui-ci était l'ancien chef de *La Sentinelle*.
24. La Société des artisans, les Forestiers franco-américains, l'Institut Jacques Cartier eurent aussi leurs adhérents. La Société de l'Assomption œuvrait pour sa part parmi les Acadiens.
25. Robert Perreault, « The Franco-American Press : An Historical Overview », dans *Steeple and Smokestacks*, *op. cit.*, p. 315-341. À la page 323, celui-ci écrit que quelque 330 journaux virent le jour en Nouvelle-Angleterre, sans compter la Louisiane et le Mid-West. Voir aussi Alexandre Belisle, *Histoire de la presse franco-américaine et des Canadiens-Français aux États-Unis*, Worcester, L'Opinion publique, 1911.
26. D'autres feuilles virent le jour après 1970 : *L'Unité* (1976-1984), à Lewiston (Maine), et *Le Journal* de Lowell (1975-1995), mais ces journaux n'eurent jamais l'envergure de leurs prédécesseurs.
27. Pour son cinquantenaire en 1948-1949, la Société historique franco-américaine fut gratifiée de la visite de Louis Saint-Laurent, alors premier ministre du Canada. Le cardinal Rodrigue Villeneuve, o.m.i., avait adressé la parole à cette société en 1938. De même que N.-E. Dionne (1908), Adjudant Rivard (1909), l'abbé Camille Roy (1912 et 1937), Benjamin Sulte (1914), le chanoine Lionel Groulx (1918, 1922, 1935 et 1967), Ægidius Fautoux (1923), Pierre-Georges Roy (1925 et 1929), Damase Potvin (1932), Daniel Johnson (1968), etc. Au XIX^e siècle, avant la fondation de la SHFA, des visiteurs de marque vinrent en Nouvelle-Angleterre. Pour sa part, la ville de Worcester accueillit les personnages suivants : Honoré Mercier (1877 et 1898), Benjamin Sulte (1878); Louis Fréchette, qui vint trois fois, etc. Voir, à ce propos, Alexandre Belisle,

La survivance par symbiose

Livre d'or des Franco-Américains de Worcester, Massachusetts, Worcester, L'Opinion publique, 1920.

28. Depuis la fondation de l'ActFANE, ce comité ne joue plus son rôle d'organisme-parapluie.

29. Jusque dans les années 80, le Canada nommait toujours un consul bilingue d'origine canadienne-française à Boston. Cela signifiait qu'on tenait compte des Franco-Américains. Depuis lors, ce sont des anglophones, surtout des Provinces maritimes, qui occupent ce poste. Peut-on voir là le contre-coup de l'ouverture d'une Délégation

du Québec en 1969? Connue d'abord sous le nom de Bureau du gouvernement du Québec, la Délégation de Boston ferma ses portes en avril 1996.

30. Claire Quintal, «Le Québec et les Franco-Américains — Les limites d'une certaine présence après une longue absence», dans Maurice Poteet *et al.* (dir.), *Textes de l'exode*, Montréal, Guérin, 1987, p. 467-473. Au lendemain du Troisième Congrès de la langue française, j'avais évoqué le besoin de maintenir la langue maternelle afin de pouvoir assurer le main-

tien des relations de longue durée entre le Québec et la Franco-Américanie. Je terminais cet article en déclarant: «Nous n'avons pas le droit de dérober aux générations futures les joies de telles rencontres, de telles amitiés par-delà les frontières, les richesses d'une telle expérience» («Grande fête de famille à Québec», *Les Carnets victoriens*, octobre 1952, p. 138-141).

31. A. Chartier, *op. cit.*, p. 367-368.

32. «L'école des brûleurs de ponts», dans *Les Franco-Américains peints par eux-mêmes, op. cit.*, p. 157.